



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 19/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim

68 RUE DU LOGELBACH
BP 45
68000 Colmar

Code AIOT : 0006700533

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim implanté Rue du Jura 68490 Ottmarsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Depuis le 01/01/2013, l'installation est soumise au système d'échange des quotas d'émission au titre de la combustion de combustibles des installations d'une puissance calorifique totale supérieure à 20 MW.

Dans le cadre de la collecte de donnée 2024 pour la seconde sous-période de la phase IV (2026-2030), les exploitants devaient informer l'inspection de leur soumission ou non aux obligations de l'article 8 de la directive 2012/27/EU relative à l'efficacité énergétique.

A cette question, l'exploitant a répondu (mail démarches simplifiées du 06/09/2024) par l'affirmative. Par contre, il a déclaré ne pas avoir appliqué les obligations réglementaires de l'article 8.

Le jour de la visite d'inspection, notre interlocutrice a déclaré que rien n'avait été mis en œuvre

dans le cadre de l'efficacité énergétique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim
- Rue du Jura 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700533
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

L'installation exerce l'activité de séchage de grain. Les installations de combustion fonctionnent en moyenne pendant 2 à 3 mois (septembre-novembre).

La visite se base sur les deux dernières versions de plans (n°6 du PDS et n°4 du PMS) transmis à l'autorité compétente.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Système de contrôle	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
4	Lacunes dans les données	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 75 octies	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma de procédé	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d	Sans objet
3	Apport de combustible	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas pris en compte les remarques du rapport de vérification 2024.
Aucune procédure écrite n'a été établie pour identifier une éventuelle lacune de données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma de procédé

Référence réglementaire : Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Diagramme des flux
Prescription contrôlée :

Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance

1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)

Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance

Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:

1.Informations générales concernant l'installation :

(...)

d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes:- les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur;

- toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduaux;

- les points et dispositifs de mesure;

- les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom;

(...)

Constats :

Le diagramme des flux est perfectible.

Les instruments de mesures nécessaires à la détermination du niveau d'activité du flux de matière entrant (pont bascule et humidimètre) ne sont pas mentionnés.

Le diagramme représente l'unique benchmark combustible (BM combustible). Ce dernier est composé de 5 séchoirs avec des puissances nominales différentes (2x5,5MW + 10,6MW +11,4MW +14,9MW). L'exploitant a déclaré qu'en période de fonctionnement, la puissance totale est toujours supérieure à 20MW.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Système de contrôle

Référence réglementaire : Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, évaluation des risques / instrument de mesure

Prescription contrôlée :

Système de contrôle

1. L'exploitant recense les sources des risques d'erreur dans le flux de données, depuis les données

<p>primaires jusqu'aux données finales de la déclaration relative aux données de référence, et établit, consigne, met en œuvre et tient à jour un système de contrôle efficace pour faire en sorte que les rapports résultant des activités de gestion du flux de données ne contiennent pas d'inexactitudes et soient conformes au plan méthodologique de surveillance et au présent règlement.</p> <p>Sur demande, l'exploitant met à la disposition de l'autorité compétente l'évaluation des risques effectuée conformément au premier alinéa. Il met aussi à disposition l'évaluation des risques aux fins de sa vérification.</p> <p>2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3.</p> <p>3. Les activités de contrôle visées au paragraphe 2 incluent, selon le cas:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'assurance de la qualité de l'équipement de mesure concerné; b) l'assurance de la qualité des systèmes informatiques garantissant que les systèmes concernés sont conçus, décrits, testés, mis en œuvre, contrôlés et entretenus de manière à garantir un traitement fiable, précis et en temps utile des données en fonction des risques recensés conformément au paragraphe 1; c) la séparation des fonctions parmi les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, ainsi que la gestion des compétences nécessaires; d) les analyses internes et la validation des données; e) les corrections et mesures correctives; f) le contrôle des activités externalisées; g) l'archivage et la documentation, y compris la gestion des différentes versions des documents. <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son rapport de vérification du 11/01/2024, le vérificateur mentionne que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'évaluation des risques.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le document n'a toujours pas été réalisé.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant a précisé qu'un contrôle de cohérence entre les factures gaz et le relevé du compteur est réalisé chaque mois.</p> <p>Tous les instruments de mesures nécessaires à la détermination des émissions CO2 et des niveaux d'activité ont un contrôle périodique valide.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de la date de publication du présent rapport, l'exploitant devra transmettre à l'inspection (quotas CO2) une copie de l'évaluation des risques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Apport de combustible

Référence réglementaire : Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, détermination des niveaux d'activité
Prescription contrôlée : si des intrants, des extrants et des émissions susceptibles de relever de sous-installations avec référentiel de combustibles sont à prendre en considération au niveau de l'installation, et qu'ils ne relèvent d'aucune des sous-installations visées au point a) ou b), l'exploitant les attribue à des sous-installations avec référentiel de combustibles, selon qu'il convient, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII;
Constats : L'allocation du site est basée sur plusieurs paramètres : la consommation de gaz, le tonnage total annuel de grains séchés et sur la mise en œuvre de mesures pour améliorer l'efficacité énergétique. En 2024, le niveau d'activité moyen du BM combustible a diminué de 52,9 % et l'efficacité énergétique s'est améliorée de 55,3 % par rapport à la période historique (2014-2018). Après vérification, ces données ne sont pas significatives dans la mesure où la consommation de gaz est liée au taux d'humidité des grains à sécher. De plus, l'exploitant a également confirmé qu'aucune mesure n'a été mise en œuvre dans le but d'améliorer l'efficacité énergétique. Pour effectuer ses déclarations, l'exploitant se base sur les factures (consommation kwh + PCS) transmises par le fournisseur de gaz. L'inspection a constaté l'archivage des documents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Lacunes dans les données

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article 75 octies
Thème(s) : Risques chroniques, Modifications temporaires de la méthode de surveillance
Prescription contrôlée : Lorsque, pour des raisons techniques, l'application du plan de surveillance approuvé par l'autorité compétente se révèle temporairement impossible, l'entité réglementée concernée applique le niveau le plus élevé possible, ou, à l'exception du facteur de champ d'application, une approche prudente non fondée sur les niveaux si l'application d'un niveau n'est pas réalisable, jusqu'à ce que les conditions permettant l'application du niveau approuvé dans le plan de surveillance soient rétablies. L'entité réglementée prend toutes les mesures nécessaires pour permettre la reprise rapide de l'application du plan de surveillance tel qu'approuvé par l'autorité compétente. 2. L'entité réglementée concernée notifie à l'autorité compétente dans les meilleurs délais la modification temporaire de la méthode de surveillance visée au paragraphe 1, en précisant: a) les raisons des divergences par rapport au plan de surveillance approuvé par l'autorité compétente; b) les détails de la méthode de surveillance provisoire appliquée par l'entité réglementée pour déterminer les émissions dans l'attente du rétablissement des conditions permettant l'application

<p>du plan de surveillance approuvé par l'autorité compétente;</p> <p>c) les mesures prises par l'entité réglementée pour rétablir les conditions permettant l'application du plan de surveillance approuvé par l'autorité compétente;</p> <p>d) la date à laquelle il est prévu que le plan de surveillance approuvé par l'autorité compétente pourra à nouveau être appliqué.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas établi une procédure de lacunes de données.</p> <p>A la question de savoir s'il y a déjà eu une erreur sur la consommation de gaz facturée. La réponse est affirmative et s'est produite en 2021. La régularisation de la consommation de gaz a été faite en octobre 2022.</p> <p>L'inspection n'a pas été informée de cette lacune dans les données 2021 (émissions CO2 + niveaux d'activité).</p> <p>L'inspection a rappelé l'obligation de transmettre sans délai l'autorité compétente toute modification temporaire de surveillance en raison de lacunes dans les données.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra établir une procédure de lacune dans les données et l'annexer à une nouvelle version de son PMS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>